



HAL
open science

L'Entreprise et l'Évangile, une histoire des patrons chrétiens, by Marie-Emmanuelle Chessel, Nicolas de Brémond d'Ars et André Grelon

Anthony Favier

► **To cite this version:**

Anthony Favier. L'Entreprise et l'Évangile, une histoire des patrons chrétiens, by Marie-Emmanuelle Chessel, Nicolas de Brémond d'Ars et André Grelon. Social sciences and missions/Sciences sociales et missions, 2019, 32 (1-2), pp.189-192. 10.1163/18748945-03201013 . halshs-02121243

HAL Id: halshs-02121243

<https://shs.hal.science/halshs-02121243>

Submitted on 8 May 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Marie-Emmanuelle Chessel, Nicolas de Brémond d'Ars et André Grelon,

L'Entreprise et l'Évangile, une histoire des patrons chrétiens, Paris, Presses de Sciences Po, 2018, 331 p., 26 €, ISBN 978 2724622300.

Comment, dans un pays de culture dominante catholique comme la France, le patronat a-t-il concilié sa foi et ses activités professionnelles ? L'ouvrage dirigé par l'historienne Marie-Emmanuelle Chessel et les sociologues Nicolas de Brémond d'Ars et André Grelon apportent des éléments de réponse. Les trois chercheurs proposent avec ce livre le résultat d'une recherche sur des matériaux archivistiques inédits à la croisée de l'histoire religieuse et l'étude des élites. On y découvre comment le patronat français de confession chrétienne a cherché, depuis le premier tiers du xx^e siècle, à se constituer en mouvement de pensée et à faire vivre un capitalisme en tension à la fois avec les standards dominants du milieu des affaires mais également des injonctions de justice sociale portées par les Églises.

Le sujet d'étude des trois chercheurs est par ailleurs un mouvement hybride : mi-syndicat mi-association de laïcs chrétiens (majoritairement catholiques). Son identité même est mouvante d'où ses dénominations multiples. Née en 1928, la Confédération française des professions (CFP) évolue, en 1948, en Confédération française du patronat chrétien (CFPC) jusqu'à ce qu'en 2000 lui succèdent les Équipes de dirigeants chrétiens (EDC). Dans l'entre-deux-guerres, le mouvement crée par Joseph Zamanski, avec l'aide des jésuites, espère devenir l'organe catholique du patronat. Il veut répondre aux vœux du pape dans *Rerum novarum*. Le choix même du sigle « profession » renvoie à cette encyclique de 1891 consacrant le courant social au sein du catholicisme. Comme le note André Grelon : « ce terme [de profession] implique que ceux qui participent de cet ensemble ne dépendent pas d'un autre pour gagner leur vie, à la différence des ouvriers, autre ensemble, qui sont, eux, subordonnés à un individu ou à une société commerciale ou industrielle pour obtenir un salaire en échange d'un travail » (p. 20). Dans ce raisonnement, se rattachent donc aux « professions » les artisans, les commerçants, les industriels mais aussi les libéraux (médecins, notaires et avocats) au moment où surgissent pourtant les embryons des classes moyennes et intermédiaires. Les ingénieurs ou les cadres, certes salariés, mais éduqués et disposant de bons revenus, ne rentrent pas, par exemple, dans la logique des professions ... Au quotidien, les sections de la CFP informent sur la législation sociale, permettent la mutualisation des « surintendantes d'usine » (assistantes sociales) et organisent des dîner-débats. La pensée organiciste du catholicisme social, qui pousse encore la CFP d'entre-deux-guerres à rechercher un juste accord entre les classes, la précipite au moment de l'Occupation. L'idée d'harmonie entre dominants et dominés

trouve certes des débouchés dans le projet corporatiste de Vichy mais n'est guère plus audible idéologiquement ni réaliste économiquement à la Libération.

Après-guerre, une reconfiguration du nom témoigne d'ailleurs du changement de positionnement dans la société française. Le mouvement ne cherche plus forcément à christianiser le monde de l'entreprise selon les principes énoncés dans la doctrine sociale de l'Église mais à faire réfléchir ses membres sur leurs pratiques. À côté du syndicat du grand patronat français, le CNPF, et celui des petites entreprises, la CGPME (deux mouvements qui s'organisent dans l'immédiat après-guerre) la Confédération française du patronat chrétien cherche une autre voie. Sous la direction d'Yvon Chotard, elle pousse à la représentation et la participation de ses membres dans les organes patronaux dans un sens chrétien.

L'intérêt de *l'Entreprise et l'évangile* réside dans le fait que l'ouvrage ne se borne pas à faire le récit d'un mouvement. L'aspect monographique est toujours le support à une réflexion plus vaste, notamment en introduisant des problématiques issues de la sociologie des organisations. Le livre est, en ce sens, au diapason de l'historiographie actuelle. Il ne cherche pas seulement à caractériser des mouvements à partir de leur positionnement idéologique, religieux ou politique, mais également à étudier ce qu'on y fait concrètement à l'intérieur et quelles pratiques s'y déploient. Marie-Emmanuelle Chessel cherche ainsi à montrer comment «en transformant leur répertoire d'action collective, les dirigeants du mouvement construisent (...) une organisation singulière, ni groupe d'intérêt, ni groupement syndical, ni mouvement d'Église» (p. 71).

C'est en effet cette singularité qui est en permanence cherchée à être caractérisée par rapport aux syndicats de patrons, aux «clubs» (Rotary, Lions) ou autres groupes catholiques. En tant que mouvement chrétien, la CFP trouve, en particulier, sur son chemin l'«Action catholique», notamment spécialisée, qui est la formule plébiscitée par les évêques français des années 1930 aux années 1970 dans l'organisation des mouvements de laïcs. Dans l'entre-deux-guerres, la CFP, qui est finalement plus proche des associations de laïcs proches des jésuites, à l'instar de l'association catholique de la jeunesse française (ACJF), se tient à l'écart de la dynamique française d'organisation du laïcat catholique. Il faut dire que l'Action catholique spécialisée repose sur un mandat confié par la hiérarchie à des laïcs en charge de prolonger la mission des clercs dans la société. La soumission aux évêques ne convient pas forcément à un mouvement porté par des patrons peu prompts à se soumettre à des tutelles contraignantes. La CFP n'est pas, de surcroît, composé que de catholiques. L'attachement à la «profession» comme public visé du mouve-

ment met, par exemple, en échec le projet des évêques français de détacher les « commerçants » en une union spécifique.

Après-guerre, toutefois, le poids grandissant de la formule spécialisée, et notamment celle de l'« Action catholique des indépendants » (ACI) organisée en 1941 ou plus tard du Mouvement des cadres chrétiens (MCC) créé en 1965, se fait davantage sentir. La CFPC infléchit d'ailleurs son action dans un sens plus spirituel. Elle le fait en absorbant certaines pratiques de l'Action catholique (le cercle d'étude, la révision de vie, le programme de travail). Marie-Emmanuelle Chessel est ainsi très sensible à la façon dont s'organise le mouvement dans sa matérialité même (organisation de l'action militante, types de réunion, production de supports). Elle montre comment, à partir des années 1940, le dîner-débat laisse peu à peu place à la réunion autour du conseiller ecclésiastique. Six à huit personnes se réunissent deux fois par mois et produisent un « compte rendu ». Cette trace écrite se diffuse ensuite dans le mouvement et constitue le support de l'action et de la réflexion. Le passage du répertoire d'action du syndicat de l'entre-deux-guerres à celui du mouvement de laïcs catholiques d'après-guerre ne se fait pas en copiant strictement l'Action catholique spécialisée. Les religieux restent des « conseillers ecclésiastiques » et non des « aumôniers ». D'autres spécificités maintiennent la particularité de la CFPC qui développe une forme hybride et, d'une certaine manière, unique.

Nicolas de Brémond d'Ars, dans les chapitres dont il a la charge à partir des années 1980, introduit, quant à lui, de pertinentes analyses issues des sociologies de la sécularisation et de la recomposition du religieux dans le paysage contemporain. La transformation dans les années 2000 de la confédération des patrons chrétiens en « équipes de dirigeants » montre la priorité désormais acquise, dans cette dernière période, par les problématiques plus individuelles. Elles l'emportent sur les objectifs trop ambitieux de régénération sociale. En passant du modèle du « patron » à celui du « dirigeant chrétien », le rôle du mouvement s'infléchit : « on passe d'un registre éthique et militant à un registre plus "labellisant" : l'important serait plus de recevoir un "label" de conformité que de déployer publiquement son identité » (p. 279). Avec la mise en place, notamment sous l'impulsion des EDC, de chartes éthiques par les organismes patronaux, la moralisation de la vie de l'entreprise peut passer par d'autres biais que la religion. Les EDC n'abandonnent pas pour autant un rôle spirituel pour les chrétiens qui les fréquentent. Le mouvement se vit plus comme un outil de vie pour des chefs d'entreprise ayant besoin d'un groupe de discernement pour résoudre des dilemmes moraux ou avancer dans des choix complexes qui ne sont pas seulement liés au monde professionnel. Ce n'est plus tant l'institution catholique qui valide le croire à travers ses conseillers spirituels mais le groupe où s'articulent les données religieuses et la vie de l'entreprise.

La mise en récit de l'histoire de cette organisation de patrons chrétiens français est, en définitive, de grande qualité. *L'Entreprise et l'évangile* comble à la fois un manque documentaire sur un mouvement, qui était peu connu dans l'historiographie, et ouvre des pistes intéressantes d'analyse. L'ouvrage témoigne également de la pertinence des bons standards qui fondent désormais une recherche de qualité: la transdisciplinarité (ici l'histoire et la sociologie) et le comparatisme entre syndicats de patrons chrétiens, clubs de service et autres mouvements de laïcs.

Anthony Favier

LARHRA, Université de Lyon II

anthony.favier@live.com